



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le

04 SEP. 2024

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2024-0069 du 04/09/2024

Portant mise en demeure de la société GRAPHOCOLOR APTAR

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS, 74000 Annecy

SIRET : 77814794200016

VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2007 d'une installation classée pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 02 mai 2024 relatif à l'inspection de l'établissement menée le 23 avril 2024, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 03 mai 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 mai 2024 relatif à l'inspection de l'établissement menée le 04 avril 2024, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 24 mai 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, engageant la procédure contradictoire réglementaire ;



VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 juillet 2024 relatif à l'inspection de l'établissement menée le 18 juin 2024, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 24 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

VU les observations de l'exploitant en date du 02 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 04 avril 2024, il a été constaté que pendant plusieurs heures dans la nuit du samedi 23 mars au dimanche 24 mars 2024, il y a eu liaison directe entre les effluents industriels et le regard d'eaux pluviales. Il existe donc une liaison directe possible en cas de surverses successives de la bêche de rejet et de la galerie des pompes, si les barrières de sécurité mises en place ne fonctionnent pas. Le réseau de collecte des effluents liquides n'est donc pas de type séparatif et n'est pas étanche ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 qui prévoit qu'il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue également une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 qui prévoit que le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif et que les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 04 avril 2024, il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas de consigne concernant la vérification du bon fonctionnement des alarmes dans la galerie des pompes, de la pompe, de la sonde pH, et du branchement de la pompe ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 23 avril 2024, il a été constaté les faits suivants :

- des rejets acides sont régulièrement constatés dans le réseau d'eaux pluviales en aval de l'unité U1/U2 ;
- la séparation et/ou l'étanchéité des réseaux d'eaux industrielles et d'eaux pluviales apparaît défaillante ;
- des rejets d'eaux industrielles vers le réseau d'eaux pluviales se poursuivent (arrivée d'un rejet blanchâtre au niveau de trois regards « eaux pluviales » inspectés en aval de l'unité U1/U2)

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites de pH conformément à l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 ;

CONSIDÉRANT que les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être ne sont pas étanches ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le non-respect des valeurs limites de pH et le rejet d'eaux industrielles non traitées vers le réseau

d'eaux pluviales peut entraîner des rejets d'effluents acides dans le ruisseau canalisé bordant le site et une pollution des milieux aquatiques en aval ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 18 juin 2024, il a été constaté que les eaux du réseau pluvial d'U1/U2 ne sont plus rejetées dans l'Isernon. Elles sont renvoyées systématiquement vers la station de traitement depuis le 22 avril 2024. Le fonctionnement de la pompe de reprise a été constaté le jour de l'inspection.

CONSIDÉRANT que l'activité au sein de l'atelier U1/U2 a été arrêté le 25 mai 2024 afin de procéder à une reprise complète du système d'évacuation des rejets U1/U2, à une reprise totale du système de rétention U1/U2 (à l'identique de celui existant sur U7/U8) et à une réfection du réseau d'eaux pluviales U1/U2. Ces travaux devraient être achevés pour le 30 avril 2025.

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GRAPHOCOLOR APTAR afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société GRAPHOCOLOR APTAR, dont le siège social est situé au 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS à ANNECY, est mis en demeure, à compter du 30 septembre 2024, de respecter les dispositions figurant à l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007. A cet effet, l'exploitant doit établir pour le réseau qu'empruntent les eaux issues du nettoyage des baignoires de rinçage de l'oxydation de la chaîne U7, la liste des alarmes critiques, des vérifications à effectuer, et réaliser ces vérifications et le test de ces alarmes régulièrement. Des consignes doivent être établies et un registre mis en place.

Article 2 :

La société GRAPHOCOLOR APTAR, dont le siège social est situé au 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS à ANNECY, est mis en demeure, à compter du 30 septembre 2024, de respecter les dispositions des articles 8.1.5 et 2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007, à savoir :

- de rendre impossible une liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
- d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site.

A cet effet :

- L'exploitant produira un plan des réseaux qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des baignoires de rinçage de l'oxydation de la chaîne U7 permettant de justifier de l'étanchéité du réseau de collecte des eaux industrielles qui listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées, et notamment pour chaque surverse identifiée.

Article 3 :

La société GRAPHOCOLOR APTAR, dont le siège social est situé au 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS à ANNECY, est mis en demeure, **à compter du 30 avril 2025**, de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007, à savoir assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site.

A cet effet :

- L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux traçant l'ensemble des vérifications et travaux menés pour garantir, de manière pérenne l'étanchéité des réseaux.

Article 4 :

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 à 3 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr , dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

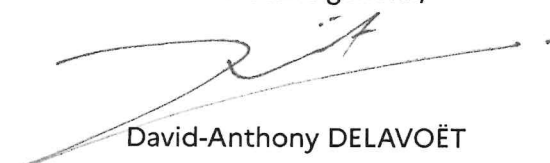
- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire d'Annecy.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT